

# OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

# Renseignements généraux

Document préparé par la Direction de la gestion budgétaire et financière Mai 2021

# DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDE I	DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.1	LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021:  A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;  B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;  C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;  D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);  E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;  F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;  G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT :  LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;  LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;  H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ;  I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;  J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS;  K. TOUTE CONSIGNE SANITAIRE ENCADRANT LE RETOUR DE CES MISSIONS.	1
G.2	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :  A. Les raisons du déplacement;  B. L'Itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;  C. Les coûts ventilés;  D. Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;  E. Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.	2
G.3	LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :  A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2020-2021, ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;  B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;  C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);  D. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;  E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;  F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;  G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.	3
G.4	LISTE DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ EFFECTUÉES SPÉCIFIQUEMENT SUR INTERNET (FACEBOOK, AMAZON, ETC.) EN INDIQUANT :  A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2020-2021, ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;  B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;  C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);  D. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;  E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;  F. LE RAPPORT STATISTIQUE SUR LA PORTÉE ET LA CLIENTÈLE VISÉE.  LORSQUE LE CONTRAT EST CONCLU PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE FIRME DE PUBLICITÉ, DÉTAILLER LES PUBLICITÉS EFFECTUÉES SUR INTERNET.	4

DEMANDE I	DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.5	LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :	5
	PAR LE CABINET MINISTÉRIEL:  A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;  B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;  C. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;  D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.	
	PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :  E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;  F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;  G. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;  H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.	
	PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE:  I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;  J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;  K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);  L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;  M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;  N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;  O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.	
G.6	LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :  ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :  A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;  B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;  C. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.	6
	DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE:  D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;  E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;  F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);  G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;  H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;  I. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.	
G.7	LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION ORGANISÉE POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS EN INDIQUANT: A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022; B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C. LA NATURE DE LA FORMATION; D. LES PERSONNES OU LA FIRME QUI ONT DONNÉ LA FORMATION; E. LES PERSONNES QUI ONT REÇU LA FORMATION AINSI QUE LE TITRE DE LEUR FONCTION.	7
G.8	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN INDIQUANT:  A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;  B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);  C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);  D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;  E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;  F. L'ÉCHÉANCIER;  G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.  LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.	8
G.9	LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :  A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;  B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;  C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;  D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;  E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.	11

DEMANDE I	DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.10	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :  A. Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;  B. Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);  C. Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;  D. Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;  E. Une description de son mandat;  F. La date de début de son contrat;  G. La date prévue de fin de son contrat;  H. Sa rémunération annuelle.	12
G.11	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :  A. Le nom du projet; B. La nature du projet; C. L'Échéancier initial (et revu s'il y a lieu); D. Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; E. Les plus récentes évaluations du coût du projet; F. Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; G. L'Estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet; H. Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; I. Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; J. Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; K. Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :  - La valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; L. Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; M. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.	
G.12	POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE EN INFONUAGIQUE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER:  A. LE NOM DU PROJET; B. LA NATURE DU PROJET; C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'ÎL Y A LIEU); D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET; E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET; F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE; G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET; H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES; I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR; J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET; K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE:  - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS; L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.	14

DEMANDE DE F	RENSEIGNEMENTS	PAGES
PO AD 20 A. B. C. D. E. F. G. H.	E FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, UR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES DIOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 120-2021, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :  LA PHOTOCOPIE;  LE MOBILIER DE BUREAU;  L'AMEUBLEMENT;  LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;  LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;  LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;  LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;  LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;  LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;  L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :  I. A) AU QUÉBEC;  II. B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.	15
MII OR CH A. B. C. D. E. F. G. H. I.	E FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU NISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES GANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2020-2021, VENTILÉ PAR MOIS, DE IAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :  LE NOMBRE DÉ TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;  LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;  LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;  LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;  LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;  LES NOMS DES FOURNISSEURS;  LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;  LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;  LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;  LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;  LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.	16

DEMANDE I	DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.15	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE	17
	2020-2021 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 :  A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR	
	CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;	
	B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;	
	<ul> <li>C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;</li> <li>D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</li> </ul>	
	<ul> <li>E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.):</li> <li>LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;</li> </ul>	
	F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL; G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;	
	<ul> <li>H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;</li> <li>I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS</li> </ul>	
	UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;  J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);	
	K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;	
	L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;	
	<ul> <li>M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</li> <li>N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES</li> </ul>	
	CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES; O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;	
	P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART; Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;	
	R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS; S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.	
G.16	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de :	24
	A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;	
	<ul> <li>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</li> <li>C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2020-2021 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE</li> </ul>	
	QUI SERONT VERSÉES; D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES	
G.17	CONTRATS.  LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2020-2021 EN	25
0.17	INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX : A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;	23
	B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ; C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE; D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;	
	<ul> <li>E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</li> <li>F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</li> <li>G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</li> </ul>	
	H. LA DURÉE DU BAIL; I. PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ; J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;	
	<ul><li>K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE;</li><li>L. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.</li></ul>	

DEMANDE I	DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.18	CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021, FOURNIR :  A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;  B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;  C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;  D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.	26
G.19	PORTRAIT DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES, RATIO LOCATION PROPRIÉTÉ ET NOUVEAU PIED-CARRÉS EN PROPRIÉTÉ.	27
G.20	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :  A. les dates des travaux;  B. les coûts;  C. le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	28
G.21	DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2020-2021, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT:  A. LES DATES DES TRAVAUX; B. LES COÛTS; C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	29
G.22	LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2020-2021, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU:  A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;  B. LE TITRE DE LA FONCTION;  C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;  D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;  E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;  F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;  G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;  H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;  I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2021-2021;  J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;  K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET;  L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;  M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES: DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.	30
G.23	LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2020-2021, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :  A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;  B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;  C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;  D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	31
G.24	LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE:  A. LE NOM DE LA PERSONNE; B. LE POSTE OCCUPÉ; C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE; E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU; G. LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	32
G.25	LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT : A. LE POSTE INITIAL; B. LE SALAIRE; C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU; D. LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ; E. LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	33

DEMANDE I	DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.26	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :  A. par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);  B. par catégorie d'âge;  C. prévisions pour 2021-2022.	34
G.27	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	35
G.28	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.	36
G.29	LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :  A. LE NOM DE LA PERSONNE; B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME; C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D. L'ASSIGNATION INITIALE; E. L'ASSIGNATION ACTUELLE; F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).	37
G.30	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR ÎNTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2020-2021, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :  A. LE COÛT DE CHACUN;  B. LE FOURNISSEUR;  C. LA NATURE DU SERVICE.	38
	VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.	
G.31	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :  A. LE COÛT DE CHACUN; B. LE FOURNISSEUR; C. LA NATURE DU SERVICE.  VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.	39
G.32	LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.	40
G.33	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :  A. Le nom du site Web;  B. Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;  C. Les coûts de construction du site;  D. Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;  E. Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);  F. La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);  G. La fréquence moyenne de mise à jour;  H. Le responsable du contenu sur le site;  I. Les noms de domaines réservés;  J. Les coûts liés à la réservation de noms de domaines.	41
G.34	Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :  A. La liste; B. Le nom de la personne; C. Les mandats de chacune de ces personnes; D. Le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; E. Le résultat du travail effectué; F. Les échéances prévues; G. Les sommes impliquées.	44

	DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.35	Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :  A. Les régions et les villes visitées;  B. Les personnes et organismes rencontrés;  C. Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;  D. Les raisons du déplacement;  E. L'ITINÉRAIRE et les dates du départ et/ou du retour;  F. Les coûts ventilés;  G. Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	45
G.36	LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2020-2021 :  A. LE DÉTAIL DES MANDATS; B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); C. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES; E. LE NOMBRE DE RENCONTRES; E. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE; F. L'OBJET; G. LES DATES.	46
G.37	LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.	47
G.38	LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2020-2021 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.	48
G.39	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	49
G.40	L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2021-2022.	50
G.41	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.	51
G.42	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	52
G.43	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	53
G.44	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.	54
G.45	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	55
G.46	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	56
G.47	<ul> <li>POUR 2020-2021, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE:</li> <li>A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;</li> <li>B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</li> </ul>	57
G.48	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :  A. Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;  B. Fournir la liste des salaires versés.	58

DEMANDE	DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.49	LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2021-2022. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2020-2021, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2021-2022, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.	59
G.50	INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTES MAJORATIONS APPORTÉES À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.	60
G.51	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	61
G.52	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	62
G.53	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	63
G.54	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉE À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	64
G.55	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.	65
G.56	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES/FONDS ÉNERGIE.	66
G.57	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.	67
G.58	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	68
G.59	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :  A. La dépense totale (opération et capital);  B. Les grands dossiers en cours;  C. Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;  D. Préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;  E. Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.	69
G.60	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	70
G.61	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	71
G.62	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'évaluation, d'evaluation, d'evaluation de tous les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé; c. les coûts reliés à sa réalisation; d. le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.	72
	PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.	
G.63	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :  A. La dépense totale relative au paiement des cotisations;  B. La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;  C. La liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.	73
G.64	LA LISTE DE TOUTE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, DE RENCONTRES DIPLOMATIQUES OU DE SOMMETS GOUVERNEMENTAUX, DE GRANDES RENCONTRES POLITIQUES ET DE NÉGOCIATIONS IMPORTANTES, DE TOUTE NATURE, AUXQUELLES A PRIS PART LE MINISTÈRE OU ORGANISME. POUR CHAQUE RENCONTRE, INDIQUER LA DATE, LA NATURE, ET LE LIEU DE LA RENCONTRE.	74

	DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.65	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :  A. La date;  B. La nature;  C. Les participants;	75
	D. SI L'ÉVÉNEMENT À EU LIEU SUR LE TERRITOIRE DE LA CAPITALE-NATIONALE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 4 DE LA CHARTE DE LA VILLE DE QUÉBEC, CAPITALE NATIONALE DU QUÉBEC.	
G.66	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : A. La date; B. La nature; C. Les questions posées; D. Les réponses; E. La firme retenue; F. Les coûts.	76
G.67	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :  A. Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;  B. Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur internet et les médias sociaux et le montant.	77
G.68	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.	78
G.69	AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION, FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2020-2021.	79
G.70	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.	80
G.71	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.	81
G.72	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.	82
G.73	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	83
G.74	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	84
G.75	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	85
G.76	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	86
G.77	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	87
G.78	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».	88
G.79	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».	89
G.80	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	90
G.81	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.	91
G.82	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».	92
G.83	Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.	93
G.84	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	94
G.85	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.	95
G.86	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	96

DEMANDE	DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.87	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	97
G.88	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat—Oser entreprendre 2017-2022.	98
G.89	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	99
G.90	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	100
G.91	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	101
G.92	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.	102
G.93	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.	103
G.94	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	104
G.95	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.	105
G.96	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.	106
G.97	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.	107
G.98	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.	108
G.99	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	109
G.100	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	110
G.101	Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.	111
G.102	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).	112
G.103	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.	113
G.104	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	114
G.105	AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2020-2021, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :  A. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;  B. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2021;  C. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ.	115
G.106	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.	116
G.107	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.	117
G.108	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.).	118
G.109	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	119
G.110	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :  A. LISTE DES CONTRATS;  B. NOM DU FOURNISSEUR;  C. MONTANT DÉBOURSÉ.	120
G.111	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	121
G.112	Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.	122

DEMANDE I	DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.113	CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021 :  A. LES SOMMES DÉPENSÉES;  B. LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE);  C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.	123
G.114	CONCERNANT L'ACHAT DE MATÉRIEL DE PROTECTION INDIVIDUEL PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 :  A. TOTAL DES DÉPENSES RÉALISÉES;  B. TYPE DE MATÉRIEL DE PROTECTION ACQUIS (GANTS, GELS, VISIÈRES, ETC.);  C. LISTE DES FOURNISSEURS RETENUS;  D. COÛTS D'INSTALLATION;  E. LISTE DES CONTRATS ACCORDÉS ET MONTANTS DÉBOURSÉS;  F. SI LES CONTRATS ONT ÉTÉ ACCORDÉS DE GRÉ À GRÉ, EN FOURNIR LE MOTIF.	124
G.115	CONCERNANT L'ENTRETIEN MÉNAGER ET LA DÉSINFECTION DES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021, FOURNIR :  A. LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES;  B. LE NOM DES FOURNISSEURS RETENUS;  C. LA LISTE DES CONTRATS.	125
G.116	FOURNIR CHAQUE AVIS REÇU PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DE LA PART DE LA DIRECTION NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE, L'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) OU, EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE LA COVID-19.	126
G.117	COÛT TOTAL DE MISE EN PLACE DE MESURES DÉCOULANT DES VISITES DE LA CNESST DANS LES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME AINSI QU'UNE LISTE DES RECOMMANDATIONS EFFECTUÉES.	127
G.118	NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE COVID-19. PRÉCISER LE NOMBRE DE PLAINTES PROVENANT DU PUBLIC.	128
G.119	CONSIGNES ET DIRECTIVES DONNÉES AUX EMPLOYÉS DES CABINETS MINISTÉRIELS EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET LEUR PRÉSENCE AU BUREAU EN 2020-2021.	129
G.120	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2020-2021 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :  A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D. LE MONTANT ACCORDÉ; E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.	130
G.121	LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES CONTRATS ACCORDÉS EN VERTU DES ARTICLES 118 ET 123 DE LA LOI SUR LA SANTÉ PUBLIQUE, EN INDIQUANT :  A. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;  B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);  C. LE COÛT;  D. L'ÉTAT DE PRESTATION DES SERVICES;  E. L'ÉCHÉANCIER.	131
G.122	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN INDIQUANT:  A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;  B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;  C. LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);  D. LE COÛT;  E. L'ÉCHÉANCIER;  F. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.	132
G.123	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021 :  A. Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;  B. Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);  C. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;  D. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	133
G.124	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.	134
G.125	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	135

DEMANDE I	DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.126	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	136
G.127	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	137
G.128	VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016 :  A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;  B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;  C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.	138
G.129	FOURNIR UNE DESCRIPTION DE LA DOTATION DE VÉHICULES AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, VENTILÉE PAR RÉGION ET INCLUANT :  A. NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES;  B. LE TYPE DE VÉHICULES;  C. LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES;  D. LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES RECHARGEABLES;  E. LE NOMBRE DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES.	139
G.130	VEUILLEZ FOURNIR UNE LISTE DES ACTIONS EFFECTUÉES DANS LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN LIEN AVEC LE PACC 2020, POUR 2019-2020, INCLUANT :  A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR CHAQUE ACTION;  B. LE NOMBRE D'ETC DÉDIÉS AU SUIVI OU À LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE ACTION.	140
G.131	FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES AVEC DES REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES, AVEC LA DATE DE LA RENCONTRE, LES NATIONS REPRÉSENTÉES ET L'OBJET DE LA RENCONTRE.	141
G.132	FAIRE UNE LISTE DE TOUTES LES ANALYSES DIFFÉRENCIÉES SELON LES SEXE (ADS+) EFFECTUÉES AU SEIN DE TOUS LES MINISTÈRES ET TOUS LES ORGANISMES. DONNER LE COÛT POUR EFFECTUER CHACUN DE CES ANALYSES EN ETC OU LE MONTANT DU CONTRAT OCTROYÉ.	142

N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2021.

## G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 :

- A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
- B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
- E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS:
- G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
  - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
  - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
- H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;
- I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;
- J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS;
- K. TOUTE CONSIGNE SANITAIRE ENCADRANT LE RETOUR DE CES MISSIONS.

AUCUN.

- G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2020-2021 :
  - A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT
  - B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
  - C. LES COÛTS VENTILÉS;
  - D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
  - E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

AUCUN.

- G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :
  - A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2020-2021, ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;
  - B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
  - C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
  - D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
  - E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
  - F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
  - G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	Овјет	Coût
FACEBOOK	Gré à gré	FRANCOFÊTE 2020	160 \$
FACEBOOK	Gré à gré	JOURNÉE DES NOMS GÉOGRAPHIQUES 2020	20 \$
FACEBOOK	Gré à gré	MÉRITES FRANCOPUB	34 \$
FACEBOOK	Gré à gré	TOPONYMES COUPS DE CŒUR	42 \$
LINKEDIN	Gré à gré	MÉRITES FRANCOPUB	20 \$
QUADRISCAN	Gré à gré	CERTIFICATS COUPS DE FOUDRE TOPONYMIQUES	150 \$
REPRODOC	Gré à gré	IMPRESSION DE FEUILLETS « TRICHER, C'EST ÉCHOUER »	470 \$
REPRODOC	Gré à gré	DÉSIGNATION TOPONYMIQUE JEAN-LAPIERRE	67 \$
REPRODOC	Gré à gré	DÉSIGNATION TOPONYMIQUE BILLY DIAMOND	63 \$

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

LES COÛTS RELIÉS AUX FRAIS DE PUBLICITÉ CONCERNANT LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINET ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 24).

HTTP://www.oqlf.gouv.oc.ca/rdiprp/donnees.aspx

- G.4 LISTE DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ EFFECTUÉES SPÉCIFIQUEMENT SUR INTERNET (FACEBOOK, AMAZON, ETC.) EN INDIQUANT :
  - A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2020-2021, ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;
  - B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
  - C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
  - D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
  - E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
  - F. LE RAPPORT STATISTIQUE SUR LA PORTÉE ET LA CLIENTÈLE VISÉE.

LORSQUE LE CONTRAT EST CONCLU PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE FIRME DE PUBLICITÉ, DÉTAILLER LES PUBLICITÉS EFFECTUÉES SUR INTERNET.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.3.

G.5 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :

## PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

### PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- G. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

## PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE:

- I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
- K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
- L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
- M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

Type d'événement	Coût
Conférence de presse en présentiel - Investissement de 5 M\$ pour renforcer l'action de l'Office québécois de la langue française - 21 septembre 2020	5 415 \$

### .

# G.6 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

# ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;

B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;

C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

# DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE:

D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;

E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;

F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);

G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;

H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;

I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

# ORGANISÉ PAR L'ORGANISME

AUCUNE.

# ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	TITRE DE LA FORMATION	COÛT	BUT VISÉ
Université de Montréal	Université de Montréal   Certificat en traduction -cours révision	813 \$ (	813 \$\\ LOBTENTION D'UN BACCALAURÉAT PAR CUMUL EN RÉDACTION-TRADUCTION QUI MÈNERA À L'OBTENTION D'UN BACCALAURÉAT PAR CUMUL EN RÉDACTION-TRADUCTION
GROUPE INFOPRESSE	FORMATION CRÉER DU CONTENU ENGAGEANT POUR LES MÉDIAS SOCIAUX	1 458 \$ (	1 458 \$ CRÉER DU CONTENU ENGAGEANT POUR LES MÉDIAS SOCIAUX
SOLUTIONS & CO.	QUALITÉ ET EXCELLENCE DU SERVICE À LA CLIENTÈLE : ATTITUDES ET TECHNIQUES	4 200 \$ (	4 200 \$ OFFRIR UN BON SERVICE À LA CLIENTÈLE DE L'ORGANISME
Altergo	ACCUEIL DES PERSONNES AYANT UNE LIMITATION FONCTIONNELLE	1 300 \$	1 300 \$ ACCUEILLIR CONVENABLEMENT LES PERSONNES AVEC DES LIMITATIONS FONCTIONNELLES
ACTI-COM	ÉCRITURE STRATÉGIQUE	4 300 \$ F	4 300 \$ RÉDIGER PLUS STRATÉGIQUEMENT

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE ÎNTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHES 22 ET 23). HTTP://www.oqlf.gouv.gc.ca/rdiprp/donnees.aspx

- G.7 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION ORGANISÉE POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS EN INDIQUANT :
  - A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;
  - B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
  - C. LA NATURE DE LA FORMATION;
  - D. LES PERSONNES OU LA FIRME QUI ONT DONNÉ LA FORMATION;
  - E. LES PERSONNES QUI ONT REÇU LA FORMATION AINSI QUE LE TITRE DE LEUR FONCTION.

NON APPLICABLE.

- LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN INDIQUANT: ტ. დ.
- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L'ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.

FOURNISSEUR	Овјет	Mode D'octroi	MONTANT
7081936 CANADA INC.	HÉBERGEMENT, PENDANT UN AN, D'UN SERVEUR POUR LE SYSTÈME DE GESTION DU MODULE DE LA PETITE ENTREPRISE ET SAUVEGARDES DE SÉCURITÉ	GRÉ À GRÉ	4 862 \$
ACTI-COM INC.	FORMATION PORTANT SUR L'ÉCRITURE STRATÉGIQUE	GRÉ À GRÉ	4 300 \$
AFI EXPERTISE	FORMATION SUR L'UTILISATION DE LA SIGNATURE ÉLECTRONIQUE	GRÉ À GRÉ	2 200 \$
AGENCE CANIDÉ INC.	STRATÉGIE DE CONTENU ET DE POSITIONNEMENT DE L'OFFICE SUR LES MÉDIAS SOCIAUX	GRÉ À GRÉ	10 300 \$
ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	FORMATION SUR LE THÈME DE LA PERFORMANCE À DISTANCE	GRÉ À GRÉ	2 700 \$
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (BANQ)	SERVICES D'UN ARCHIVISTE DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION D'UNE CARTE INTERACTIVE	GRÉ À GRÉ	17 500 \$
BL Formation et Présentation inc.	EXPERTISE EN DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL AINSI QU'EN PLANIFICATION ET POSITIONNEMENT D'UNE NOUVELLE LIGNE DE SERVICE	GRÉ À GRÉ	20 000 \$
COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DE SAINT- JÉRÔME (CEGEP)	FORMATION S'ADRESSANT AUX PERSONNES QUI SONT EN COMMUNICATION AVEC LA CLIENTÈLE ET QUI PEUVENT À L'OCCASION ÊTRE CONFRONTÉES À DES CLIENTS DIFFICILES, VULNÉRABLES OU AGRESSIFS	GRÉ À GRÉ	\$ 600 \$
COFOMO INC.	SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE TRANSITION VERS L'UTILISATION DE L'INFONUAGIQUE	GRÉ À GRÉ	17 000 \$
CONFÉRENCES ISABELLE FONTAINE	Conférence intitulée <i>L'art de surfer sur le changement : outils et stratégies</i>	GRÉ À GRÉ	5 500 \$
BZOING DESIGN	Francofête 2021: Création de 8 vignettes et de 8 illustrations à Partir de l'affiche de la Francofête 2021	GRÉ À GRÉ	3 000 \$
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	FORMATION PORTANT SUR LA NÉGOCIATION	GRÉ À GRÉ	12 440 \$
ESI Technologies	TESTS D'INTRUSIONS POUR LE PORTAIL POUR L'ADMINISTRATION DES EXAMENS DE FRANÇAIS	GRÉ À GRÉ	11 430 \$
FORMATION ALTERGO	FORMATION SUR L'ACCUEIL DES PERSONNES AYANT UNE LIMITATION FONCTIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 300 \$
GESTION MANON CLÉROUX	SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT D'UNE ÉQUIPE DE TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	5 820 \$

FOURNISSEUR	Овјет	Mode D'octroi	Montant
GROUPE FORMACRO INC., LE	FORMATION SUR LE SERVICE À LA CLIENTÈLE (2 FORMATIONS)	GRÉ À GRÉ	3 500 \$
GROUPE FORMACRO INC., LE	FORMATION SUR LE SERVICE À LA CLIENTÈLE (1 FORMATION)	GRÉ À GRÉ	1 750 \$
GROUPE INFORMATIQUE TECHNOLOGIA INC.	FORMATION SUR L'UTILISATION DU LOGICIEL MICROSOFT AZURE DEVOPS	GRÉ À GRÉ	14 000 \$
GROUPE TOUMORO INC.	Atelier de travail de création et d'évaluation préliminaire en lien avec le projet de développement d'une carte Interactive	GRÉ À GRÉ	1 000 \$
GROUPE TOUMORO INC.	CRÉATION D'UNE CARTE INTERACTIVE DE 50 FEMMES REMARQUABLES RAPPELÉES DANS LA TOPONYMIE	GRÉ À GRÉ	20 900 \$
Immigrant Québec	LOCATION D'UN EMPLACEMENT POUR LE SALON VIRTUEL DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTÉGRATION AU QUÉBEC 2020	GRÉ À GRÉ	2 850 \$
INFORMATIQUE PRO-CONTACT	SERVICES PROFESSIONNELS DIVERS EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	GRÉ À GRÉ	\$ 000 8
INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC	PRODUCTION D'ANALYSES ET DES TABLEAUX SUPPLÉMENTAIRES À PARTIR DES RÉSULTATS OBTENUS LORS DE L'ENQUÊTE SUR LES EXIGENCES LINGUISTIQUES DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS ET DES ARRONDISSEMENTS DE MONTRÉAL EN 2018	GRÉ À GRÉ	9 502 \$
LIBÉO INC.	Analyse technologique de la <i>Banque de Dépannage Linguistique</i> et du <i>grand dictionnaire terminologique</i>	GRÉ À GRÉ	23 500 \$
MIMOSA MÉDIA INC.	Montage vidéo dans le cadre de la production d'une carte interactive	GRÉ À GRÉ	3 000 \$
Morneau Shepell	ASSURER LE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS	GRÉ À GRÉ	10 000 \$
ORDRE DES TRADUCTEURS, TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES AGRÉÉS DU QUÉBEC	LOCATION D'UN EMPLACEMENT POUR LE SALON VIRTUEL DES EXPOSANTS DU CONGRÈS DE L'ORDRE DES TRADUCTEURS, TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES AGRÉÉS 2020	GRÉ À GRÉ	1 000 \$
Paradoxx productions multimédia inc.	PRODUCTION D'UNE VIDÉO D'ANIMATION CONÇUE POUR PRÉSENTER L'EXAMEN DE FRANÇAIS DE L'OQLF	GRÉ À GRÉ	11 800 \$
PRODUCTION ACEMEDIA INC.	RÉALISATION ET MONTAGE D'UNE VIDÉO DU TEMPS DES FÊTES AXÉE SUR LA RECONNAISSANCE	GRÉ À GRÉ	3 720 \$
PRODUCTION ARBORESCENCE INC.	Création d'une vidéo d'animation pour la participation de l'Office au salon virtuel de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréées du Québec 2020.	GRÉ À GRÉ	\$ 000 2
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	ACCÈS À UNE PLATEFORME EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE MIEUX-ÊTRE DES PERSONNES AU TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	2 752 \$
REPRODOC INC.	IMPRESSION DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2019-2020	GRÉ À GRÉ	1 282 \$
ROBERT DEVOST GRAPHISTE INC.	CONTRAT OUVERT DE CONCEPTION GRAPHIQUE PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	\$ 000 \$
SOLUTIONS LINGUISTIQUES RAPHAËLE RINFRET INC.	CONTRAT OUVERT DE TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	3 000 \$
SOLUTIONS OUTSIDESOFT INC., LES	FORFAIT D'ABONNEMENT AU SERVICE SIMPLE SONDAGE	GRÉ À GRÉ	1 170 \$
SOM	Sondage sur la satisfaction de la clientèle et la notoriété de l'Office	GRÉ À GRÉ	23 000 \$
SUBSTANCE STRATÉGIES NUMÉRIQUES INC.	ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE MISE EN MARCHÉ POUR LES ENTREPRISES EMPLOYANT MOINS DE 50 PERSONNES	GRÉ À GRÉ	13 070 \$
SUBSTANCE STRATÉGIES NUMÉRIQUES INC.	CRÉATION D'UNE IDENTITÉ DE MARQUE VISUELLE POUR LE PROJET DE L'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES EMPLOYANT MOINS DE 50 PERSONNES	GRÉ À GRÉ	12 000 \$
Université Laval	FORMATION SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	GRÉ À GRÉ	2 590 \$
BEAULIEU, JIMMY	CRÉATION DE DEUX PLANCHES INSPIRÉES DU MOT <i>AILE</i> ET DE DEUX PLANCHES INSPIRÉES DU MOT <i>INSUFFLER</i>	GRÉ À GRÉ	4 800 \$

FOURNISSEUR	Овлет	Mode D'octroi Montant	MONTANT
MCMILLAN, CHANTAL	Création d'illustrations pour le vocabulaire du courtage immobilier du Service de l'évaluation du français pour Les ordres professionnels	GRÉ À GRÉ	11 000 \$
MCMILLAN, CHANTAL	CRÉATION D'ILLUSTRATIONS POUR LE VOCABULAIRE DES SOINS INFIRMIERS DU SERVICE DE L'ÉVALUATION DU FRANÇAIS POUR LES ORDRES PROFESSIONNELS	GRÉ À GRÉ	\$ 006 6
MCMILLAN, CHANTAL	CRÉATION D'ILLUSTRATIONS POUR LE VOCABULAIRE DE LA PHARMACIE DU SERVICE DE L'ÉVALUATION DU FRANÇAIS POUR LES ORDRES PROFESSIONNELS	GRÉ À GRÉ	10 300 \$
MCMILLAN, CHANTAL	Création d'Illustrations pour le vocabulaire de la médecine du Service de l'évaluation du français pour les ordres professionnels	GRÉ À GRÉ	16 000 \$
MÉNARD, SYLVIE-ANNE	CRÉATION DE DEUX PLANCHES INSPIRÉES DU MOT <i>AILE</i> ET DE DEUX PLANCHES INSPIRÉES DU MOT <i>INSUFFLER</i>	GRÉ À GRÉ	4 000 \$
TARDIF, BENOIT	Création des illustrations pour l'affiche de la Francofête 2021 et du concours de création lexicale	GRÉ À GRÉ	\$ 000 \$

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CES INFORMATIONS SONT AUSSI DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: HTTP://www.seao.ca/.

## G.9 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
- B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
- C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;
- D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	Montant
ÉTUDE EN COURS	
SEGMA RECHERCHE*	157 800 \$
ADVANIS INS.	168 000 \$
LÉGER	238 110 \$
REFONTE DES SITES WEB DONNANT ACCÈS AUX OUTILS ET AUX SERVICES LINGUISTIQUES DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE	
GROUPDE TOUMORO INC.*	329 125 \$
WEB LOUNGE	NON DISPONIBLE

<sup>\*</sup>SOUMISSIONNAIRE RETENU.

L'Information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électroniques d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <a href="http://seao.ca">http://seao.ca</a>.

- G.10 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021 :
  - A. LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;
  - B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);
  - C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;
  - D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;
  - E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;
  - F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;
  - G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;
  - H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : <a href="http://www.seao.ca/">http://www.seao.ca/</a> AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

- POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER : G.11
- A. LE NOM DU PROJET;
- B. LA NATURE DU PROJET;
- C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
- D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
- E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
- F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
  - G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
- J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
- K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
- LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES **ORGANISMES PUBLICS;**
- M. nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR		ÉTUDE LOGICIEL % DE RÉALISATION LIBRE À CE JOUR	PÉNALITÉS
Amélioration des outils linguistiques en ligne (vitrine linguistique) (statut : exécution en cours)	AMÉLIORATION DES OUTILS LINGUISTIQUES EN LIGNE  AMÉLIORATION DES OUTILS LINGUISTIQUES EN LIGNE  DICTIONNAIRE TERMINOLOGIQUE (GDT) ET LA BANQUE DE DÉPANNAGE  LINGUISTIQUE (BDL), DÉJÀ OFFERTS EN LIGNE PAR L'OFFICE. LE BUT EST D'EN  FACILITER L'ACCÈS ET L'UTILISATION, TANT POUR LES CITOYENNES ET CITOYENS  EN GÉNÉRAL QUE POUR LES APPRENANTES ET APPRENANTS DU FRANÇAIS.	828 100 \$	128 424 \$	OUI	41	AUCUNE
PORTAIL DE L'EXAMEN DE FRANÇAIS (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)	MISE AU POINT D'UN PORTAIL WEB PERMETTANT AUX PERSONNES QUI PARTICIPENT AU PROCESSUS DE PASSATION DES EXAMENS DE FRANÇAIS POUR LES ORDRES PROFESSIONNELS D'INTERVENIR DIRECTEMENT DANS LES DIFFÉRENTES ÉTAPES QUI LES CONCERNENT.	372 080 \$	234 544 \$	OUI	54	AUCUNE
SYSTÈME D'APPUI À LA FRANCISATION (STATUT : PLANIFICATION EN COURS)	IMPLANTATION D'UN NOUVEL ACTIF INFORMATIONNEL DE GESTION DES OPÉRATIONS, INTÉGRÉ, MODERNE ET COUVRANT UN PLUS LARGE PÉRIMÈTRE DE SERVICES DE FRANCISATION ENTRE L'ÓFFICE ET SA CLIENTÈLE.	971 800 \$	21 830 \$	OUI	5	AUCUNE

DE L'INFORMATION SUR LES PROJETS INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE ÎNTERNET DU TABLEAU DE BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L'ADRESSE SUIVANTE : HTTPS://WWW.TABLEAUDEBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/TABLEAU-DE-BORD/.

- G.12 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE EN INFONUAGIQUE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :
  - A. LE NOM DU PROJET;
  - B. LA NATURE DU PROJET;
  - C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
  - D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
  - E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
  - F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
  - G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
  - H. LES FIRMES OU **OSBL** ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
  - I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
  - J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
  - K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
    - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
  - L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question G.11.

- G.13 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2020-2021 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :
  - A. LA PHOTOCOPIE;
  - B. LE MOBILIER DE BUREAU;
  - C. L'AMEUBLEMENT;
  - D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;
  - E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
  - F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
  - G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
  - H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
  - I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
  - J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
    - a. AU QUÉBEC;
    - b. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

	Coûts
PHOTOCOPIE	0 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	0 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	1 844 \$
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)	0 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	1 445 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0 \$
TOTAL	3 289 \$

<sup>\*</sup> SOURCE:

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

- G.14 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2020-2021, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :
  - A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
  - B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
  - C. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;
  - D. LE COÛTS D'UTILISATION DES APPAREILS;
  - E. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
  - F. LES NOMS DES FOURNISSEURS;
  - G. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;
  - H. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
  - I. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
  - J. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;
  - K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.

	Coûts
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	0 \$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	20 749 \$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	0 \$
LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	0 \$
LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES	0 \$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	0 \$

L'Information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère ou de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25).

<a href="http://www.oolf.gouv.oc.ca/RDIPRP/index.aspx">http://www.oolf.gouv.oc.ca/RDIPRP/index.aspx</a>

# **G.15**

- CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2020-2021 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 :
- A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE d'emploi (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;
- B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de  $35\,\mathrm{Ans}$  et moins;
- C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
- D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
  - E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :
- LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;
- F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
- G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
  - H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;
- I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;
- J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR FERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
- K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
- L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
- M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
- N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;
  - O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;
- P. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART; Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;
- LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION. R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS; S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGIG

A. ET B.LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI		EFFE	EFFECTIF		FE	FEMMES	Но	Номмеs	COMM	COMMUNAUTÉS CULTURELLES	PERS HAND	PERSONNES HANDICAPÉES	Апто	Autochtones	ANGLO	ANGLOPHONES
	RÉGULIER	OccA	TOTAL	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	ВN	%	NB	%
CADRES:																
Moins de 35 ans	0	0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0
35 ANS ET PLUS	20	0	70	6,4 %	15	% 9′2	2	4,4 %	3	3,9 %	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0
TOTAL	70	0	20	6,4 %	15	% 9′2	2	4,4 %	က	3,9 %	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0
Personnel professionnel:																
Moins de 35 ans	38	11	49	15,8 %	31	15,7 %	18	15,8 %	10	13,2 %	0	% 0′0	0	% 0′0	2	% 2′99
35 ANS ET PLUS	138	29	167	23,7 %	62	49,3 %	20	61,4 %	36	47,3 %	2	% 2′99	1	100,0 %	1	33,3 %
TOTAL	176	40	216	% 5′69	128	% 0′ <del>5</del> 9	88	77,2 %	46	% 5′09	7	% 2′99	1	100,0 %	က	100,0 %
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :																
Moins de 35 ans	10	7	17	2,5 %	13	% 9′9	4	3,5 %	9	% 6′2	1	33,3 %	0	% 0′0	0	% 0′0
35 ANS ET PLUS	99	2	89	18,6 %	41	% 8′07	17	14,9 %	21	72,6%	0	%0′0	0	% 0′0	0	% 0′0
TOTAL	99	6	75	24,1 %	54	27,4 %	21	18,4 %	27	35,5%	1	33,3%	0	% 0′0	0	% 0′0 
PERSONNEL OUVRIER:																
Moins de 35 ans	0	0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	0,0 %	0	% 0′0	0	% 0′0
35 ANS ET PLUS	0	0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0
TOTAL	0	0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0	0	% 0′0 
TOTAL PAR GROUPE D'AGE:																
Moins de 35 ans	48	18	99	21,3 %	44	22,3 %	22	19,3 %	16	21,1 %	1	33,3 %	0	% 0′0	2	% 2′99
35 ANS ET PLUS	214	31	245	% 2′82	153	% 2'22	65	% 2′08	09	% 6′8/	2	% 2′99	1	100,0 %	1	33'3 %
TOTAL	262	49	311	<b>100,0 %</b>	197	100,0 %	114	100,0 %	92	100,0 %	3	100,0 %	T	<b>100'0 %</b>	3	100,0%

## 19

# C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2020-2021
CADRES	10,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	452,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	208,0
PERSONNEL OUVRIER	0′0
ТОТАL	671,0

SOURCE: SAGIP, STATISTIQUES SUR LES ABSENCES DU PERSONNEL, 2021-02-28

# D. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

# E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	Payées	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
CADRES	0'0	0'0	0'0	N/D
PERSONNEL PROFESSIONNEL	2 419,0	631,0	3 050,0	N/D
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	619,4	156,3	775,7	N/D
PERSONNEL OUVRIER	0'0	0'0	0'0	N/D
TOTAL	3 038,4	787,2	3 825,7	N/D

SOURCE: SAGIR, RAPPORT SUR LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, 2021-02-28

# F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	ΑοÛΤ	SEPTEMBRE	<b>OCTOBRE</b>	Novembre	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
CADRE	0'0	21,0	24,0	84,5	103,0	41,0	17,0	0′9	39,0	18,0	8,0	0′0	361,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	28,5	24,5	211,1	418,9	8′569	188,5	64'9	9′29	389,5	139,5	17,0	0′0	2 300,8
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0′6	24,4	74,8	198,5	242,4	0′06	36,5	37,3	179,2	54,9	20'2	0′0	9'266
PERSONNEL OUVRIER	0'0	0′0	0′0	0′0	0′0	0′0	0′0	0′0	0′0	0′0	0′0	0'0	0,0
TOTAL	37,5	6'69	309,9	701,9	1 041,2	319,5	118,4	105,9	607,7	211,4	135,5	0'0	3 659,9

SOURCE: CSPQ, STATISTIQUES SUR LES ABSENCES DU PERSONNEL

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE **D'EMPLOI** 

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

# H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 54, DU PARAGRAPHE 1º DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE LA LOI. CES RENSEIGNEMENTS NE PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

Régions	CADRES	Professionnels/ Professionnelles	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	Тотаг
BAS-SAINT-LAURENT	0	1	0	0	0	1
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	7	0	1	0	3
CAPITALE-NATIONALE	9	48	12	3	0	69
MAURICIE	0	7	0	0	0	2
ESTRIE	0	7	0	0	0	2
Montréal	14	105	30	20	0	169
OUTAOUAIS	0	7	0	0	0	2
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	1	0	0	0	1
Côte-Nord	0	0	0	0	0	0
Nord-duébec	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	2	0	0	0	7
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
Montérégie	0	5	0	0	0	5
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	1	0	0	0	1
ТОТАL	20	176	42	24	0	262

SOURCE : SAGIR EI GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES - VERSION 1.5, 2021-02-28

# K. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

	2020-2021	
EXPERT	27	
ÉMÉRITE	0	
Source : SAGIR EI GIR - ÉT	TUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉS	SOURCE : SAGIR EI GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES - VERSION 1.5, EFFECTIFS COMPLEXITÉ PAR CORPS D'EMPLOI, 2021-02-28

# L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

TRAITEMENT SUPÉRIEUR 4
SOURCE : SAGIP

M. Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions)

Régions	CADRES	Professionnels/ Professionnelles	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	1	0	0	0	1
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	7	0	1	0	3
CAPITALE-NATIONALE	9	48	12	3	0	69
MAURICIE	0	7	0	0	0	2
ESTRIE	0	7	0	0	0	2
Montréal	14	105	30	20	0	169
OUTAOUAIS	0	7	0	0	0	2
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	1	0	0	0	1
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
Nord-duébec	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	2	0	0	0	7
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
Montérégie	0	2	0	0	0	5
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	1	0	0	0	1
Тотаг	20	176	42	24	0	262
,						

SOURCE : SAGIR EI GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES - VERSION 1.5\_2021-02-28

## N. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

### O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

## P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

## Q. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2020-2021 et les cinq années précédentes

CETTE DONNÉE N'EST PAS DISPONIBLE.

# R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

## S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

T707-0707	21
	NOMBRE DE POSTES VACANTS

- G.16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2021-2022 :
  - A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;
  - B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.
  - C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2020-2021 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;
  - D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.
- A ET C LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.
- B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

POUR L'EXERCICE 2020-2021, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS
 8 RETRAITÉS.

### LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2020-2021 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX : **G.17**

- A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
  - D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;

- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
   F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
   G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
   H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;
- K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE;
  - L. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.

L'EMPL/	L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	соÛТ ТОТАL	SUPERFICIE (M <sup>2</sup> )	COÛTS D'AMÉNAGEMENT COÛT DE DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2020 RÉSILIATION	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
Montréal	125, RUE SHERBROOKE OUEST	1 772 079 \$/AN	5 296,76	16 061 \$		1 AN	Société québécoise des infrastructures
Québec	750, BOULEVARD CHAREST EST	572 315 \$/AN	2 290,71			10 ANS	ÉDIFICE 750 CHAREST INC.
SAGUENAY	204, RUE DES OBLATS	8 881,44 \$/AN	93,37			10 ANS	COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
LAVAL	2, PLACE LAVAL	63 810 \$/AN	207,78	2 755 \$		1 AN	FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR
GATINEAU	170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE	16 974 \$/AN	70,28			1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC
TROIS-RIVIÈRES	100, RUE LAVIOLETTE	17 269 \$/AN	131,81			1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC
ROUYN-NORANDA	145, AVENUE QUÉBEC	11 595 \$/AN	54,08			1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC
RIMOUSKI	337, RUE MOREAULT	8 381 \$/AN	58,52			1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC
SHERBROOKE	225, RUE FRONTENAC	15 598 \$/AN	68,66			1 AN	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MCC
DRUMMONDVILLE	1680, BOULEVARD SAINT-JOSEPH	Non disponible	Non disponible	510 \$		EN COURS DE SIGNATURE	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC SERVICES QUÉBEC
Longueuil	101, BOUL. ROLAND-THERRIEN	44 774 \$/AN	150,64	300 \$		EN COURS DE SIGNATURE	ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LE MIFI

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE ÎNTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (art. 4 paragraphe 27). HTTP://www.oqlf.gouv.gc.ca/rdiprp/donnees.aspx

### G.18 CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021, FOURNIR :

- A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;
- B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;
- C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;
- D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.

AUCUN.

### G.19 PORTRAIT DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES, RATIO LOCATION PROPRIÉTÉ ET NOUVEAU PIED-CARRÉS EN PROPRIÉTÉ.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question G.18.

LA NOTION D'ACTIF IMMOBILIER EXCÉDENTAIRE S'APPLIQUE UNIQUEMENT AUX IMMEUBLES DONT L'ORGANISME PUBLIC EST PROPRIÉTAIRE.

- G.20 POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2020-2021, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :
  - A. LES DATES DES TRAVAUX;
  - B. LES COÛTS;
  - C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

AUCUN.

L'Information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien à l'Assemblée nationale.

- G.21 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2020-2021, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT:
  - A. LES DATES DES TRAVAUX;
  - B. LES COÛTS;
  - C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question G.20.

- G.22 LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2020-2021, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :
  - A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;
  - **B.** LE TITRE DE LA FONCTION;
  - C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
  - D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;
  - E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
  - F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;
  - G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;
  - H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;
  - I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2020-2021;
  - J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;
  - K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET;
  - L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;
  - M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES: DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.

NON APPLICABLE.

- G.23 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2020-2021, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :
  - A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
  - B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
  - C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;
  - D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

L'Information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère ou de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 26).

http://www.oolf.gouv.oc.ca/rdiprp/index.aspx

- G.24 LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :
  - A. LE NOM DE LA PERSONNE;
  - B. LE POSTE OCCUPÉ;
  - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
  - D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;
  - E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
  - F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU;
  - G. LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

AUCUN.

- G.25 LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :
  - A. LE POSTE INITIAL;
  - B. LE SALAIRE;
  - C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;
  - D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;
  - E. LES PRÉVISIONS 2021-2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.26 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT:
  - A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);
  - B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;
  - C. PRÉVISIONS 2021-2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.27 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, LEUR PORT D'ATTACHE (PAR EXEMPLE DANS UN BUREAU RÉGIONAL) AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question  $G.15\,Q.$ 

G.28 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, PAR MISSION.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question  $G.15\ J.$ 

- G.29 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :
  - A. LE NOM DE LA PERSONNE;
  - B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
  - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
  - D. L'ASSIGNATION INITIALE;
  - E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;
  - F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
  - G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.
- A. LE NOM DE LA PERSONNE : SONIA PRATTE
- B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME : AVOCATE
- C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT : ÉCHELLE SALARIALE DE 56 719 \$ À 131 496 \$
- D. L'ASSIGNATION INITIALE : OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE
- E. L'ASSIGNATION ACTUELLE : MINISTÈRE DE LA JUSTICE
- F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE: 2019-09-04
- **G.** LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU : S/O
- A. LE NOM DE LA PERSONNE : JORGE PASSALACQUA
- **B.** LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME : CADRE
- C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT : 140 517 \$
- **D. L'ASSIGNATION INITIALE :** OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE
- E. L'ASSIGNATION ACTUELLE : MINISTÈRE DE LA JUSTICE
- F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE: 2020-09-14
- **G.** LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU : S/O

- G.30 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2020-2021, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :
  - A. LE COÛT DE CHACUN;
  - B. LE FOURNISSEUR;
  - C. LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

Fournisseur	Coût	DESCRIPTION
NEXT INTERACTIVE MEDIA	134 \$	REVUE - 01NET
THOMSON REUTERS	658 \$	DOCUMENTATION LIÉE À LA <i>LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION</i>
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE CHARLEVOIX	30 \$	REVUE - HISTOIRE RÉGIONALE DE CHARLEVOIX
MISHMASH MÉDIA	50 \$	Revue - L'Actualité
DE BOECK	877 \$	ABONNEMENTS INDIVIDUELS - LE BON USAGE WEB
ÉDITIONS CAP-AUX-DIAMANTS	45 \$	REVUE - CAP-AUX-DIAMANTS
SODEP	36 \$	REVUE - CONTINUITÉ
ÉDITIONS ARCATURE	51 \$	ABONNEMENT INDIVIDUEL - DICOBAT ONLINE
ELSEVIER	503 \$	ABONNEMENT INDIVIDUEL - DORLAND'S MEDICAL DICTIONARY ONLINE
CNRS	131 \$	ABONNEMENTS INDIVIDUELS À UNE BASE DE DONNÉES EN LIGNE DE RÉFÉRENCES EN LANGUE FRANÇAISE (CORPUS) - FRANTEXT
LE ROBERT	108 \$	LE GRAND ROBERT ÉDITION NUMÉRIQUE
FÉDÉRATION HISTOIRE QUÉBEC		REVUE - HISTOIRE QUÉBEC
INDUSTRIE ET TECHNOLOGIES		REVUE - INDUSTRIE ET TECHNOLOGIES
PEETERS	85 \$	REVUE - L'INFORMATION GRAMMATICALE
PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE		REVUE - LA LINGUISTIQUE
Musée de la Gaspésie	25 \$	REVUE - MAGAZINE GASPÉSIE
FÉDÉRATION DES MÉDECINS DU QUÉBEC		Revue - Le Médecin du Québec
Presses de l'Université de Montréal	153 \$	REVUE – MÉTA
THE ECONOMIST	195 \$	REVUE - THE ECONOMIST
ÉDITIONS LARIVIÈRE	142 \$	REVUE - MICRO PRATIQUE
DE MARQUE	655 \$	MULTIDICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE EN LIGNE
CLASSIQUES GARNIER	98 \$	REVUE - NEOLOGICA
OXFORD UNIVERSITY PRESS	2 996 \$	OXFORD ENGLISH DICTIONARY ONLINE ET OXFORD REFERENCE PREMIUM
DE MARQUE	2176 \$	LE PETIT ROBERT EN LIGNE
POUR LA SCIENCE	170 \$	REVUE - POUR LA SCIENCE
PROTÉGEZ-VOUS	50 \$	Revue - Protégez-vous
VÉLO QUÉBEC	68 \$	REVUES - QUÉBEC SCIENCE ET VÉLO MAG
GROUPE CAPITALES MÉDIAS	173 \$	JOURNAUX - LE QUOTIDIEN ET LA VOIX DE L'EST
AMERICAN LIBRARY ASSOCIATION	278 \$	RDA TOOLKIT
LA RECHERCHE	165 \$	Revue - La Recherche
RECHERCHES AMÉRINDIENNES AU QUÉBEC	130 \$	REVUE - RECHERCHES AMÉRINDIENNES AU QUÉBEC
CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS	446 \$	REVUE - REVUE CANADIENNE DE LINGUISTIQUE
Ordre des conseillers en ressources Humaines agréés	35 \$	Revue – RH
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU SAGUENAY	35 \$	REVUE – SAGUENAYENSIA
SCIENCE & VIE	158 \$	REVUE - SCIENCE & VIE
UNBOUND MEDICINE	380 \$	ABONNEMENTS INDIVIDUELS - TABER'S MEDICAL DICTIONARY ONLINE
ANCESTRY	299 \$	Base de données généalogiques internationales - Ancestry
CISION	2 680 \$	BASE DE DONNÉES D'ARTICLES DE PRESSE — EUREKA
Institut généalogique Drouin	100 \$	Base de données généalogiques pour la Commission de toponymie - Généalogie Québec
SERVICES DOCUMENTAIRES MULTIMÉDIAS	545 \$	BASE DE DONNÉES QUÉBÉCOISE D'ARTICLES DE PÉRIODIQUES - REPÈRE

L'INFORMATION FOURNIE INCLUT LES CABINETS MINISTÉRIELS.

- G.31 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT:
  - A. LE COÛT DE CHACUN;
  - B. LE FOURNISSEUR;
  - C. LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question  $\mbox{G.30.}$ 

G.32 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

AUCUNE.

- G.33 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :
  - A. LE NOM DU SITE WEB;
  - B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
  - C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
  - D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
  - E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
  - F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);
  - G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
  - H. LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE;
  - I. LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS;
  - J. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.

Adresse du site Internet : www.oqlf.gouv.qc.ca		
SUJETS	DÉTAILS	
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LA VERSION ACTUELLE DU SITE WEB DE L'OQLF A ÉTÉ ENTIÈREMENT RÉALISÉE PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.	
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Pour l'année 2020-2021, le site n'a généré aucun coût de construction.	
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE. IL Y A UN COÛT DE 450 \$ POUR LE CERTIFICAT SSL.	
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN COÛT EN 2020-2021.	
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	LES COÛTS DE GESTION DU NOM DE DOMAINE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA S'ÉLÈVENT À 114 \$. CE MONTANT INCLUT LA GESTION DES NOMS DE DOMAINE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA; BDL.OQLF.GOUV.QC.CA, GDT.OQLF.GOUV.QC.CA ET EXAMENS.OQLF.GOUV.QC.CA.	

ADRESSE DU SITE INTERNET : GDT.OQLF.GOUV.QC.CA		
ADRESSE DU SITE I		
SUJETS	DÉTAILS	
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LA VERSION ACTUELLE DU <i>GRAND DICTIONNAIRE TERMINOLOGIQUE</i> (GDT) A ÉTÉ RÉALISÉE PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE. LES MAQUETTES VISUELLES ONT ÉTÉ CONÇUES PAR L'AGENCE BLAKKAT.	
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Pour l'année 2020-2021, le site n'a généré aucun coût de construction.	
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.	
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN COÛT EN 2020-2021.	
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE GDT.OQLF.GOUV.QC.CA EST INCLUSE DANS LA GESTION DU NOM DE DOMAINE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA. LES COÛTS DU NOM DE DOMAINE WWW.GRANDDICTIONNAIRE.GOUV.QC.CA S'ÉLÈVENT À 114 \$. LE GDT A AUSSI 32 NOMS DE DOMAINE AUTRES QUE GOUV.QC.CA COMME WWW.GRANDDICTIONAIRE.COM QUI SONT GÉRÉS PAR LE FOURNISSEUR RÉSEAU INTERNET QUÉBEC. LES COÛTS DE GESTION S'ÉLÈVENT À 1 979 \$. CE FORFAIT INCLUT LA GESTION DES NOMS DE DOMAINE WWW.TOPONYMIEFRANCOPHONE.ORG, WWW.DIVISIONFRANCOPHONE.ORG ET WWW.FRANCOFETE.QC.CA.	

Adresse du site Internet : bdl.oqlf.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LA VERSION ACTUELLE DE LA BANQUE DE DÉPANNAGE LINGUISTIQUE A ÉTÉ ENTIÈREMENT RÉALISÉE PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Pour l'année 2020-2021, le site n'a généré aucun coût de construction.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN COÛT EN 2020-2021.
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE BDL.OQLF.GOUV.QC.CA EST INCLUSE DANS LA GESTION DU NOM DE DOMAINE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA.

Adresse du site Internet : www.francofete.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LA VERSION ACTUELLE DU SITE WEB DE LA FRANCOFÊTE A ÉTÉ ENTIÈREMENT RÉALISÉE PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Pour l'année 2020-2021, le site n'a généré aucun coût de construction.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE. IL Y A UN COÛT DE 190 \$ POUR LE CERTIFICAT SSL.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN COÛT EN 2020-2021.
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE WWW.FRANCOFETE.QC.CA EST INCLUSE DANS LE FORFAIT DE RÉSEAU INTERNET QUÉBEC.

ADRESSE DU SITE INTERNET : TOPONYMIE.GOUV.QC.CA		
SUJETS	DÉTAILS	
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SITE DE LA COMMISSION DE TOPONYMIE A ÉTÉ ACHEVÉ EN 2009 PAR LE FOURNISSEUR IXMEDIA INC. QUI A ASSURÉ LA RÉALISATION DES MAQUETTES SCHÉMATIQUES ET GRAPHIQUES AINSI QUE CELLE DE GABARITS DE PAGES HTML.	
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Pour l'année 2020-2021, le site n'a généré aucun coût de construction.	
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION ET DE L'OFFICE.	
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN COÛT EN 2020-2021.	
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	LES COÛTS DE GESTION DU NOM DE DOMAINE WWW.TOPONYMIE.GOUV.QC.CA S'ÉLÈVENT À 114 \$.	

Adresse du site Internet: www.toponymiefrancophone.org/divfranco		
SUJETS	DÉTAILS	
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	CE SITE, CONÇU PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION ET DE L'OFFICE, A ÉTÉ MIS EN LIGNE EN JUIN 2002, PUIS REFONDU EN 2009 DANS SA VERSION ACTUELLE. IL EST HÉBERGÉ SUR LE MÊME SERVEUR QUE CELUI DU SITE WEB DE LA COMMISSION.	
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Pour l'année 2020-2021, le site n'a généré aucun coût de construction.	
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION ET DE L'OFFICE.	
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN COÛT EN 2020-2021.	
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE WWW.TOPONYMIEFRANCOPHONE.ORG/DIVFRANCO EST INCLUSE DANS LE FORFAIT DE RÉSEAU INTERNET QUÉBEC.	

Adresse du site Internet : http://examens.oqlf.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	CE SITE A ÉTÉ ENTIÈREMENT RÉALISÉ PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Pour l'année 2020-2021, un montant de 244 800 \$ a été dépensé.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	L'HÉBERGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA MISE À JOUR SONT ASSURÉS PAR LE PERSONNEL DE L'OFFICE. IL Y A UN COÛT DE 189,95 \$ POUR LE CERTIFICAT SSL FACTURÉ POUR 12 MOIS.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN COÛT EN 2020-2021.
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	LA GESTION DU NOM DE DOMAINE EXAMENS.OQLF.GOUV.QC.CA EST INCLUSE DANS LA GESTION DU NOM DE DOMAINE WWW.OQLF.GOUV.QC.CA.

ADRESSE DU SITE INTERNET	: Vitrine linguistique (adresse à venir)
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Тоимого
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE:	NE S'APPLIQUE PAS.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	NE S'APPLIQUE PAS POUR CETTE ANNÉE FINANCIÈRE.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	LA VITRINE LINGUISTIQUE CONSISTE EN UNE REFONTE DES SITES WEB DE LA BANQUE DE DÉPANNAGE LINGUISTIQUE ET DU <i>GRAND DICTIONNAIRE TERMINOLOGIQUE</i> . LA REFONTE EST EN COURS ET SERA TERMINÉE EN 2022. POUR L'ANNÉE 2020-2021, UN MONTANT DE 232 382 \$ A ÉTÉ DÉPENSÉ.
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	AUCUN COÛT EN 2020-2021.

- G.34 NOMINATIONS, POUR 2020-2021, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :
  - A. LA LISTE
  - B. LE NOM DE LA PERSONNE;
  - C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;
  - D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;
  - E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;
  - F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;
  - G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question G.8.

- G.35 POUR 2020-2021, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT
  - A. LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES;
  - B. LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS;
  - C. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
  - D. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;
  - E. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
  - F. LES COÛTS VENTILÉS;
  - G. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.

NON APPLICABLE.

- G.36 LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2020-2021 :
  - A. LE DÉTAIL DES MANDATS;
  - B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
  - C. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
  - D. LE NOMBRE DE RENCONTRES;
  - E. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;
  - F. L'OBJET;
  - G. LES DATES.

NON APPLICABLE.

G.37 LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.38 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2020-2021 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.39 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.40 L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFIÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2021-2022.

L'Information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au <u>Rapport annuel</u> <u>2020-2021</u> des ministères et des organismes.

G.41 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2020-2021 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2020 POUR 2021-2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.42 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2020-2021, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 ET 2022-2023, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

AUCUNE.

G.43 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

AUCUN.

G.44 POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DE CABINET.

EN 2020-2021, AUCUN BONI OU AUTRE RÉMUNÉRATION VARIABLE FONDÉ SUR LE RENDEMENT N'A ÉTÉ ACCORDÉ AU PERSONNEL DE CABINET MINISTÉRIEL, ET CE, CONFORMÉMENT À LA DIRECTIVE CONCERNANT LE RECRUTEMENT, LA NOMINATION, LA RÉMUNÉRATION ET LES AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE.

G.45 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

AUCUN.

G.46 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.47 POUR 2020-2021, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE :
  - A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
  - B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

IL N'Y A PAS DE CADRE, DE DIRIGEANT OU DE SOUS-MINISTRE QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION SANS EXERCER DE FONCTION.

- G.48 POUR 2020-2021, LE NOMBRE DE CADRE, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS. POUR CHAQUE PERSONNE :
  - A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
  - B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.49 LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2021-2022. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2020-2021, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2021-2022, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.50 INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord, et ce, pour tous les ministères et organismes.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord, et ce, pour tous les ministères et organismes.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.54 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.56 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES/FONDS ÉNERGIE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

## G.57 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.58 POUR CHACUNE DES CINQ ANNÉES, LES SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE ET PRÉCISER LA RAISON POUR LAQUELLE LES SERVICES ONT ÉTÉ TRAITÉS À L'EXTERNE AINSI QUE LES PROFESSIONNELS QUI ONT DONNÉ CES SERVICES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES BUDGÉTAIRES EN DIVULGUANT LES INFORMATIONS ACCESSIBLES AU SUJET DES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES AUTORISÉS PAR LA MINISTRE DE LA JUSTICE DURANT L'ANNÉE FINANCIÈRE, EN INDIQUANT NOTAMMENT LES HONORAIRES APPROUVÉS DANS LA GESTION DE CES CONTRATS.

- G.59 CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES):
  - A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);
  - B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;
  - C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;
  - D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;
  - E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNE ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.
- B: LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD SITE INTERNET: <a href="https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/">https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/</a>
- D : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.
- E. : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.
- A. Pour l'Office québécois de la langue française, la dépense totale en ressources informationnelles pour 2020-2021 (opération et capitale) s'élève à 3 075 300 \$.

G.60 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.61 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.62 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2020-2021 EN INDIQUANT POUR CHACUN:
  - A. LE SUJET;
  - B. LA OU LES RAISONS POUR LESQUELLES IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;
  - C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;
  - D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

- G.63 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT:
  - A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
  - B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
  - C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

Nom de L'ASSOCIATION	Nombre de Personnes	Nom de la directive	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC		DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR	10 316 \$

G.64 LA LISTE DE TOUTE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, DE RENCONTRES DIPLOMATIQUES OU DE SOMMETS GOUVERNEMENTAUX, DE GRANDES RENCONTRES POLITIQUES ET DE NÉGOCIATIONS IMPORTANTES, DE TOUTE NATURE, AUXQUELLES A PRIS PART LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME. POUR CHAQUE RENCONTRE, INDIQUER LA DATE, LA NATURE, ET LE LIEU DE LA RENCONTRE.

- G.65 POUR CHAQUE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, POUR CHAQUE RENCONTRE DIPLOMATIQUE ET SOMMET GOUVERNEMENTAL, POUR CHAQUE GRANDE RENCONTRE POLITIQUE ET NÉGOCIATION IMPORTANTE DE TOUTE NATURE AUXQUELS PREND PART LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, INDIQUER :
  - A. LA DATE;
  - B. LA NATURE;
  - C. LES PARTICIPANTS;
  - D. SI L'ÉVÉNEMENT A EU LIEU SUR LE TERRITOIRE DE LA CAPITALE-NATIONALE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 4 DE LA CHARTE DE LA VILLE DE QUÉBEC, CAPITALE NATIONALE DU QUÉBEC.

## G.66 POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

- A. LA DATE;
- B. LA NATURE;
- C. LES QUESTIONS POSÉES;
- D. LES RÉPONSES;
- E. LA FIRME RETENUE;
- F. LES COÛTS.

Sujet du sondage	FIRME	Coût
SONDAGE SUR LA SATISFACTION DES ENTREPRISES INSCRITES À L'OFFICE.	SOM	23 000 \$
SONDAGE RÉALISÉ DANS LE CADRE D'UNE ÉTUDE EN COURS (LE COÛT INDIQUÉ INCLUT LES VOLETS QUALITATIF ET QUANTITATIF DE L'ENQUÊTE).	SEGMA RECHERCHE	157 800 \$

## G.67 POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

- A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT ;
  B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.

DIFFUSION PAR:	MONTANT	%
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	0 \$	0,0
INTERNET - DOSSIER: MÉRITES FRANCOPUB, APPEL DE CANDIDATURES, JANVIER 2021	4 500 \$	92,4
MÉDIAS SOCIAUX	370 \$	7,6

G.68 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE JEUNESSE DU QUÉBEC EN 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.69	AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION, FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE
	MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2020-2021.

G.70 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AU SUJET DE LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET DES COMPÉTENCES DES PERSONNES IMMIGRANTES EN 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.71 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS EN 2020-2021, S'IL EN EST, EST PRÉSENTÉE À LA RÉPONSE À LA QUESTION G.8.

EN CE QUI CONCERNE LES ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS, NOUS VOUS INFORMONS QUE, SUIVANT LE DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 29 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (RLRQ, c. A-2.1), NOUS NOUS DEVONS DE REFUSER DE CONFIRMER L'EXISTENCE OU DE DONNER COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION AURAIT POUR EFFET DE RÉDUIRE L'EFFICACITÉ D'UN PROGRAMME, D'UN PLAN D'ACTION OU D'UN DISPOSITIF DE SÉCURITÉ DESTINÉ À LA PROTECTION D'UN BIEN OU D'UNE PERSONNE.

G.72 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC EN 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.73 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES OU ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DES RECOMMANDATIONS DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.74 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS AU QUÉBEC (RAPPORT VIENS).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.75 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES OU ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS 2017-2022 « FAIRE PLUS, FAIRE MIEUX ».

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.76 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN DÉPENDANCE 2018-2028, « PRÉVENIR, RÉDUIRE ET TRAITER ».

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.77 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL 2017-2021 DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE PRÉVENTION EN SANTÉ.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.78 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023 : « CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE, AGISSONS ».

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.79 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE D'ACTION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION 2016-2021 : « ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE QUÉBEC ».

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.80 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.81 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION POUR LA MAIN D'ŒUVRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.82 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.83 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION À L'OCCUPATION ET À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2020.

L'INFORMATION CONCERNANT LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION À L'OCCUPATION ET À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2022 SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2020-2021 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ASSUJETTIS À LA LOI POUR ASSURER L'OCCUPATION ET LE VITALITÉ DES TERRITOIRES.

G.84 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF 2020-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.85 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'AGRICULTURE DURABLE 2020-2030.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.86 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

G.87 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION POUR LA CROISSANCE ET LES TECHNOLOGIES PROPRES 2018-2023.

G.88 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN ENTREPRENEURIAT - OSER ENTREPRENDRE 2017-2022.

G.89 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie Québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

G.90 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie Québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

G.91 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie Québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

G.92 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

G.93 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE MARITIME 2015-2030.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.94 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie Québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

G.95 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DES PRODUITS FORESTIERS 2018-2023.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.96 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC 2018-2020.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.97 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN POUR UNE ÉCONOMIE VERTE 2020-2030.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.98 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.99 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie Québécoise de l'eau 2018-2030.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.100 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN DIRECTEUR EN TRANSITION, INNOVATION ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DU QUÉBEC.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.101	TOUTE ACTION, NOTE OU	J ANALYSE	RÉALISÉE	PAR LI	E MINISTÈRE	OU	L'ORGANISME	EN	2020-2021	ΑU	SUJET	DE LA
	CONCILIATION TRAVAIL-E	AMILIF.										

G.102	TOUTE ACTION, NOTE, OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN APPLICATION	DE
	L'ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES (ADS).	

G.103 TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS.

G.104	TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA RÉTENTION
	DES TRAVAILLEURS D'EXPÉRIENCE.

- G.105 AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2020-2021, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :
  - A. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;

  - B. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2021;
    C. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.106 COÛT TOTAL DES PRIMES COVID-19 ACCORDÉES AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, MONTANT INDIVIDUEL DE CES PRIMES ET NOMBRE D'EMPLOYÉS QUI EN ONT BÉNÉFICIÉ EN 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.107	NOMBRE DE MISES À PIEDS ET DE NON-RENOUVELLEMENT DE CONTRATS DÉCOULANT DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19,
	AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.108 SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL POUR FINS DE TÉLÉTRAVAIL (TABLETTES, CELLULAIRES, AMÉNAGEMENT DE BUREAU, REMBOURSEMENT DE FRAIS D'INTERNET, ETC.).

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question  ${\sf G.8.}$ 

G.109	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INFORMATIQUE EN
	SPÉCIFIANT PRÉCISÉMENT LES SOMMES DÉPENSÉES EN FRAIS DE CONSULTANTS EN SÉCURITÉ INFORMATIQUE.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question  ${\sf G.8.}$ 

- G.110 SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 POUR L'ACQUISITION DE SERVICES DE VIDÉO-CONFÉRENCE (ZOOM, TEAMS, ETC.):

  - A. LISTE DES CONTRATS;B. NOM DU FOURNISSEUR;C. MONTANT DÉBOURSÉ.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question  ${\sf G.8.}$ 

JCUNE.			

G.112 NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT ÉTÉ ABSENT DU TRAVAIL POUR CAUSE DE QUARANTAINE LIÉE À LA COVID-19 OU EN RETRAIT PRÉVENTIF LIÉ À LA COVID-19 AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021 AINSI QUE L'ESTIMATION DES COÛTS EN DÉCOULANT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.113 CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021 :
  - A. LES SOMMES DÉPENSÉES;
  - B. LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE);
  - C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.
- A. Au 28 février 2021, les sommes dépensées pour des mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale sont de 7 680 \$.
- C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE SONT DE 7 680 \$.

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : <a href="https://seao.ca/">https://seao.ca/</a> AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000\$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

## G.114 CONCERNANT L'ACHAT DE MATÉRIEL DE PROTECTION INDIVIDUEL PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 :

- A. TOTAL DES DÉPENSES RÉALISÉES;
- B. TYPE DE MATÉRIEL DE PROTECTION ACQUIS (GANTS, GELS, VISIÈRES, ETC.);
- C. LISTE DES FOURNISSEURS RETENUS;
- D. COÛTS D'INSTALLATION;
- E. LISTE DES CONTRATS ACCORDÉS ET MONTANTS DÉBOURSÉS;
- F. SI LES CONTRATS ONT ÉTÉ ACCORDÉS DE GRÉ À GRÉ, EN FOURNIR LE MOTIF.
- D. LES COÛTS D'INSTALLATION, S'IL EN EST, SONT INCLUS DANS LE TOTAL DES DÉPENSES RÉALISÉES.
- F. UN CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT PEUT ÊTRE CONCLUT DE GRÉ À GRÉ SI LE MONTANT EST INFÉRIEUR AUX SEUILS D'APPEL D'OFFRES DÉTERMINÉS PAR LES ACCORDS DE LIBÉRALISATION.

Fournisseur	Type de matériel	MODE D'OCTROI	MONTANT
NOVEXCO INC	GANTS, DÉSINFECTANTS À MAIN, VISIÈRES	Gré à gré	7 557 \$
WOOD WYANT CANADA INC.	LINGETTES, SACS D'EMBALLAGE	Gré à gré	709 \$
STAPLES ADVANTAGE	LINGETTES, SACS D'EMBALLAGE	Gré à gré	473 \$
FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	AFFICHES SUR PIED, LINGETTES DÉSINFECTANTS À MAIN,	Gré à gré	1 020 \$
DIVERS FOURNISSEURS	MASQUES, LINGETTES, SACS D'EMBALLAGE, AUTRES	Gré à gré	6 652 \$
PRÉSENTOIRS DE MAGASIN ÉLITE	BOUCLIER DE PROTECTION PLEXIGLASS	Gré à gré	2 810 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	INSTALLATION DE BOUCLIER DE PROTECTION PLEXIGLASS	Gré à gré	1 535 \$

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CES INFORMATIONS SONT AUSSI DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: <a href="https://seao.ca/">https://seao.ca/</a>.

- G.115 CONCERNANT L'ENTRETIEN MÉNAGER ET LA DÉSINFECTION DES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021, FOURNIR:
  - A. LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES;
    B. LE NOM DES FOURNISSEURS RETENUS;
    C. LA LISTE DES CONTRATS.

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Fournisseur	SOMMES DÉPENSÉES
Québec - 750, BOULEVARD CHAREST EST	ÉDIFICE 750 CHAREST INC.	6 926 \$

G.116 FOURNIR CHAQUE AVIS REÇU PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DE LA PART DE LA DIRECTION NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE, L'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) OU, EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE LA COVID-19.

Aucon.	

G.118 Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public.

G.119 CONSIGNES ET DIRECTIVES DONNÉES AUX EMPLOYÉS DES CABINETS MINISTÉRIELS EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET LEUR PRÉSENCE AU BUREAU EN 2020-2021.

- G.120 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ)

  DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2020-2021 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE

  D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES

  ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT:
  - A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
  - B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
  - C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
  - D. LE MONTANT ACCORDÉ;
  - **E.** LES MOTIFS DE LA DEMANDE.

AUCUN.

- G.121 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES CONTRATS ACCORDÉS EN VERTU DES ARTICLES 118 ET 123 DE LA LOI SUR LA SANTÉ PUBLIQUE, EN INDIQUANT:
  - A. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
  - B. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);

  - C. LE COÛT;
    D. L'ÉTAT DE PRESTATION DES SERVICES;
    E. L'ÉCHÉANCIER.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.122 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN INDIQUANT:
  - A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
  - B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;
  - C. LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
  - D. LE COÛT;
  - E. L'ÉCHÉANCIER;
  - F. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question G.8.

## G.123 NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES EN 2020-2021 :

- A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
- B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);
- C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
- D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;

L'Information concernant les demandes d'accès à l'Information sera présentée au <u>**Rapport annuel 2020-2021**</u> des ministère et organismes.

G.124 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	Honoraires
COMITÉ D'OFFICIALISATION	LE COMITÉ D'OFFICIALISATION LINGUISTIQUE EST INSTITUÉ AU SEIN DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. IL SOUMET À L'OFFICE, À SA DEMANDE OU DE SA PROPRE INITIATIVE, DES PROPOSITIONS ET DES AVIS. IL EST COMPOSÉ DE CINQ MEMBRES ET IL EST PRÉSIDÉ PAR UN MEMBRE DE L'OFFICE.	CHANTAL GAGNON, MEMBRE DE L'OFFICE ET PRÉSIDENTE DU COMITÉ FRÉDÉRICK GAGNÉ	M. Serge D'AMICO, SOUS FORME DE JETONS DE
LINGUISTIQUE	L'OFFICE PEUT, SUR PROPOSITION DU COMITÉ D'OFFICIALISATION LINGUISTIQUE, RECOMMANDER OU NORMALISER DES TERMES OU EXPRESSIONS. IL EN ASSURE LA DIFFUSION, NOTAMMENT EN LES PUBLIANT À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC [ART. 116.1 DE LA CHARTE].	Maryse Gagnon Ouellet Nathalie Bonsaint Serge d'Amico	PRESENCE (UNE FOIS 100\$) ET FRAIS DE DÉPLACEMENT (184 \$).
COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION	LE COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION LINGUISTIQUE EST INSTITUÉ AU SEIN DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. IL SOUMET À L'OFFICE, À SA DEMANDE OU DE SA PROPRE INITIATIVE, DES PROPOSITIONS ET DES AVIS. IL FRANÇAISE. IL SOUMET À L'OFFICE, À SA DEMANDE OU DE SA PROPRE INITIATIVE, DES PROPOSITIONS ET DES AVIS. IL FRANÇAISE. IL SOUMET À L'OFFICE ET FRÂSIDENT DU COMITÉ EST COMPOSÉ DE CINQ MEMBRES ET IL EST PRÉSIDÉ PAR UN MEMBRE DE L'OFFICE.  DANY BIGOT	LAIN BÉLANGER, MEMBRE DE L'OFFICE ET PRÉSIDENT DU COMITÉ DAVY BIGOT	M. DAVY BIGOT, SOUS FORME DE JETONS DE
LINGUISTIQUE	L'OFFICE SURVEILLE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION LINGUISTIQUE AU QUÉBEC ET EN FAIT RAPPORT AU MOINS TOUS LES CINQ ANS AU MINISTRE, NOTAMMENT EN CE QUI A TRAIT À L'USAGE ET AU STATUT DE LA LANGUE FRANÇAISE AINSI QU'AUX COMPORTEMENTS ET ATTITUDES DES DIFFÉRENTS GROUPES LINGUISTIQUES [ART. 160 DE LA CHARTE]. IL REÇOIT À CET ÉGARD LES PROPOSITIONS ET LES AVIS DU COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION LINGUISTIQUE.	Lise Blanchette Éric Kavanagh Stéphane Moulin	PRÉSENCE (1 FOIS 300 \$ ET 2 FOIS 100 \$).
COMITÉ DES EXAMENS	LE COMITÉ DES EXAMENS EST FORMÉ EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DÉLIVRANCE D'ATTESTATIONS DE CONNAISSANCE DE LA LANGUE OFFICIELLE EN VUE DE L'ADMISSION AUX ORDRES PROFESSIONNELS ET SUR CERTAINS ÉQUIVALENTS À CES ATTESTATIONS. IL EST CHARGÉ D'ÉVALUER LA CONNAISSANCE DE LA LANGUE OFFICIELLE APPROPRIÉE À L'EXERCICE D'UNE PROFESSION OU D'UNE CATÉGORIE DE PROFESSIONS EN ÉTABLISSANT UN EXAMEN QUI MESURE LA COMPRÉHENSION DU FRANÇAIS ORAL, LA COMPRÉHENSION DU FRANÇAIS ORAL, LA COMPRÉHENSION DU FRANÇAIS GRIT, L'EXPRESSION ORALE EN FRANÇAIS ET L'EXPRESSION ÉCRITE EN FRANÇAIS.	Marc Beaudoin Marielle Coulombe Nelly Paillette	

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 165.13 DE LA CHARTE, LES MEMBRES DES COMITÉS INSTITUÉS AU SEIN DE L'OFFICE NE SONT PAS RÉMUNÉRÉS, SAUF DANS LES CAS, AUX CONDITIONS ET DANS LA MESURE QUE DÉTERMINE LE GOUVERNEMENT. ILS ONT TOUTEFOIS DROIT AU REMBOURSEMENT DES FRAIS RAISONNABLES ENGAGÉS PAR EUX DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS, AUX CONDITIONS ET DANS LA MESURE QUE DÉTERMINE LE GOUVERNEMENT.

G.125 POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.126 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, EN 2020-2021, INDIQUER LE NOMBRE DE DIVULGATIONS D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES REÇUES, LE NOMBRE D'ENQUÊTES (DÉBUTÉES, EN COURS OU TERMINÉES), AINSI QUE LE NOMBRE DE DIVULGATIONS FONDÉES, Y COMPRIS CELLES AYANT MENÉ À DES MESURES CORRECTIVES. PRÉCISER, POUR CHAQUE DIVULGATION, LA CATÉGORIE D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES VISÉE À L'ARTICLE 4 DE LA LOI FACILITANT LA DIVULGATION D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES À L'ÉGARD DES ORGANISMES PUBLICS (2016, CHAPITRE 34).

L'Information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au <u>Rapport annuel 2020-2021</u> des ministères et des organismes ainsi qu'au <u>Rapport annuel d'activités 2020-2021</u> du Protecteur du citoyen.

G.127	NOMBRE DE POSTES	OUVERTS POUR	LES ANNÉES	FINANCIÈRES	2019-2020 ET	2020-2021; E	T NOMBRE	DE POSTES
	COMBLÉS POUR CHAC	QUE CATÉGORIE D	'EMPLOI PRI	ÉSENTE AU SEIN	I DU MINISTÈRE.			

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question  $G.15\ M.$ 

## G.128 VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016.

- A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;
- B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;
- C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.

STAGIAIRE	RÉMUNÉRATION
1	6 727 \$

- G.129 FOURNIR UNE DESCRIPTION DE LA DOTATION DE VÉHICULES AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, VENTILÉE PAR **RÉGION ET INCLUANT :** 
  - A. NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES;

  - B. LE TYPE DE VÉHICULES;C. LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES;
  - D. LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES RECHARGEABLES;
    E. LE NOMBRE DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

- G.130 VEUILLEZ FOURNIR UNE LISTE DES ACTIONS EFFECTUÉES DANS LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN LIEN AVEC LE PACC 2020, POUR 2019-2020, INCLUANT :
  - A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR CHAQUE ACTION;
  - B. LE NOMBRE D'ETC DÉDIÉS AU SUIVI OU À LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE ACTION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.131	FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES AVEC DES REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES, AVEC LA DATE DE LA RENCONTRE, LE
	NATIONS REPRÉSENTÉES ET L'OBJET DE LA RENCONTRE.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G.132 FAIRE UNE LISTE DE TOUTES LES ANALYSES DIFFÉRENCIÉES SELON LES SEXE (ADS+) EFFECTUÉES AU SEIN DE TOUS LES MINISTÈRES ET TOUS LES ORGANISMES. DONNER LE COÛT POUR EFFECTUER CHACUNE DE CES ANALYSES EN ETC OU LE MONTANT DU CONTRAT OCTROYÉ.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.